



**PRÉFET  
DES ÎLES WALLIS  
ET FUTUNA**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**MARCHE DE SERVICES**

**ACHETEUR PUBLIC** : TERRITOIRE, ADMINISTRATION SUPÉRIEURE DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
ET PARTICULIÈRES  
C.C.A.P**

**NUMÉRO DE CONSULTATION** : 2025-T-AO-20-SPT

**OBJET DE LA CONSULTATION** : MAINTENANCE DU RÉSEAU DE  
TÉLÉCOMMUNICATIONS MOBILES MANUIA SUR LES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

**PROCÉDURE DE PASSATION** : APPEL D'OFFRES en vertu des dispositions du décret n°57-818 du 22 juillet 1957 fixant les règles générales applicables aux marchés passés au nom des groupes de territoires, territoires et provinces d'outremer.

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1.1 – OBJET DU MARCHÉ .....	3
1.2 – POUVOIR ADJUDICATEUR .....		3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....		3
2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES .....	Erreur ! Signet non défini.	
ARTICLE 3 – DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES .....		3
ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ .....		4
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....		4
ARTICLE 6 – DURÉE ET DÉLAIS .....		4
ARTICLE 7 – RÉGIME FINANCIER .....		4
7.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS .....		4
L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire ou à ses sous-traitants, ou, à la société mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.....		
7.2 – CONTENU DES PRIX .....		4
7.3 VARIATION DES PRIX .....		5
7.4 – RÈGLEMENT DES COMPTES .....		5
Article 7.5 – Transmission des factures .....		6
ARTICLE 7.6 – INTÉRÊTS MORATOIRES .....		7
ARTICLE 8 – BONS DE COMMANDE .....		7
ARTICLE 9 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ – ASSURANCE .....		7
9.1 – RETENUE DE GARANTIE .....		7
9.2 – AVANCE .....		8
9.2.1 – Garantie financière de l'avance .....		8
9.2.2 – Bénéficiaires de l'avance .....		8
9.2.3 – Modalités de règlement et de remboursement de l'avance .....		9
9.3 – ASSURANCE .....		9
ARTICLE 10 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION .....		9
10.1 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....		9
10.2 – VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES .....		9
ARTICLE 11 – MODALITÉS DE MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC EN COURS D'EXECUTION .....		10
ARTICLE 12 – PÉNALITÉS .....		10
ARTICLE 13 – NANTISSEMENT ET CESSIION .....		12
ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE .....		12
ARTICLE 16 – RÉSILIATION .....		14
ARTICLE 17 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTÉ » .....		14
ARTICLE 18 – TRIBUNAL COMPÉTENT .....		14
ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AU CCAG .....		14

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **1.1 – OBJET DU MARCHÉ**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la maintenance du réseau de télécommunications mobiles MANUIA sur les îles Wallis et Futuna.

Les spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par la société, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à l'Administration Supérieure, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché à l'adresse du domicile qu'il aura lieu.

### **1.2 – POUVOIR ADJUDICATEUR**

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, assurant la fonction de pouvoir adjudicateur.

Le service en charge de l'opération est le Service des Postes et Télécommunications.

## **ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-Fournitures et Services, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

1. L'Acte d'engagement (A.E) et ses annexes,
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives et Particulières (C.C.A.P) et ses annexes,
3. Le Cahier des Clauses Techniques et Particulières (C.C.T.P) et ses annexes,
4. Le mémoire technique du candidat sur la base des précisions techniques exigées dans la consultation, au CCAP et au CCTP, aux fins de décrire les dispositions et moyens que le candidat propose d'adopter pour la réalisation du présent marché,
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
6. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, celles-ci prévalent dans l'ordre de priorité indiqué ci-dessus.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du marché.

L'exemplaire original du marché, qui fera seul foi, sera conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 3 – DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Le délai de validité de l'offre sera de **120 JOURS** à compter de la date limite de réception des offres.

## **ARTICLE 4 – PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ**

Le présent marché est passé en vertu des dispositions de l'article 3 du décret n°57-818 du 22 juillet 1957 fixant les règles applicables aux marchés passés au nom des groupes de territoires, territoires et provinces d'outremer.

## **ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

**Le titulaire s'engage à ce que les personnes travaillant sur le présent marché soient bien les personnes nommément identifiées dans son offre.**

Les **prestations** sont détaillées dans le **Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) joint** au présent dossier de consultation.

## **ARTICLE 6 – DURÉE ET DÉLAIS**

La durée du marché est exécutoire à compter sa notification au titulaire.

La durée du marché est de 1 an ferme et renouvelable par période successive d'un an, sans que sa durée totale puisse excéder 4 ans.

La décision de reconduction est tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction. Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de mettre fin à l'accord-cadre à l'échéance de chaque période annuelle par l'envoi d'un courrier au plus tard deux mois avant la fin de la période considérée. De ce fait, le titulaire ne pourra s'y opposer ni demander une indemnisation pour rupture de contrat unilatérale.

## **ARTICLE 7 – RÉGIME FINANCIER**

### **7.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire ou à ses sous-traitants, ou, à la société mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

### **7.2 – CONTENU DES PRIX**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du prix forfaitaire.

Les prix sont exprimés en francs pacifiques (CFP) sans TVA, sans TGC.  
La TVA et TGC ne sont pas applicables dans les îles Wallis et Futuna.

Le prix comprend toutes les charges de personnel, de matériel, de consommables, de fournitures et d'approvisionnements divers, d'assurance, de frais généraux etc... nécessaires à la réalisation de toutes les prestations figurant dans le CCTP.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, douanières ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Pour la partie hors forfait, sur devis, il comprend tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les prix concernent des prestations :

- au **forfait** pour la maintenance du matériel et du réseau,
- hors forfait et sur **devis** pour toutes les pièces détachées.

### 7.3 VARIATION DES PRIX

Les prix sont réputés fermes pour la première année. Les prix sont révisés à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,125 + 0,625 \times \frac{S}{S_0} + 0,25 \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0})$$

Formule dans laquelle :

P = nouveau prix de la prestation

P<sub>0</sub> = prix de la prestation en vigueur

S = indice ICHTrevTS, coût horaire du travail tous salariés pour les industries mécaniques et électriques

EBIQ = indice Energie, biens intermédiaires et biens d'équipement

S et EBIQ sont les derniers indices publiés par l'INSEE au moment de l'actualisation des prix.

S<sub>0</sub> et EBIQ<sub>0</sub> sont les indices publiés en valeur de base du marché (mois de la date de remise de l'offre – première révision) ou retenus lors de la révision précédente (révisions ultérieures).

Suite à cette révision, les prix seront fermes pour un (1) an à compter de la date d'effet.

En cas de versement d'une avance, la révision affecte, la première année, le montant annuel réduit du montant de l'avance.

Les valeurs sont arrondies à 4 chiffres après la virgule selon les règles suivantes :

décimale inférieure pour des valeurs de décimale suivant le 4<sup>ème</sup> chiffre après la virgule de 0, 1, 2, 3, 4,

décimale supérieure pour des valeurs de décimale suivant le 4<sup>ème</sup> chiffre après la virgule de 5, 6, 7, 8, 9.

**NB** : En cas de modification du mode de calcul d'un indice ou de sa disposition, les parties contractantes se rencontrent pour la substitution de l'indice ou mise en application d'un coefficient de raccordement. Les nouveaux indices pris en compte sont notifiés par avenant.

Dans le cas où le titulaire ne ferait pas application de la formule de révision à chaque échéance annuelle, la révision des prix ne s'appliquera pas aux prestations concernées. Il n'y aura pas d'effet rétroactif des paiements.

### 7.4 – REGLEMENT DES COMPTES

#### Prix forfaitaire annuel

Les prestations sont couvertes par une redevance forfaitaire annuelle.

En cas de modification du parc (ajout et retrait de matériel), celle-ci sera notifiée au titulaire par l'Administration Supérieure – Service des Postes et Télécommunications, et,

le montant de la redevance est calculé au *prorata temporis* de la durée de couverture par le forfait.

Le titulaire présentera un décompte annuel des plus et moins-values.

La redevance forfaitaire est payable à terme échu. La périodicité de la facturation est mensuelle.

### **Interventions hors forfait**

Les prestations exclues du forfait font l'objet d'une facturation séparée.

Les interventions hors forfait seront facturées sur devis.

Les pièces détachées seront facturées, par prix unitaire, avec le cas échéant, les remises prévues dans celle-ci.

Les fournitures sont réputées franco de port.

### **Modalités de facturation**

Le titulaire sera rémunéré du service exécuté par le versement mensuel d'un acompte correspondant au douzième de la rémunération annuelle du prix global et forfaitaire.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- la date de livraison effective d'exécution des services,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées,
- le prix unitaire des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,

La facture devra obligatoirement être accompagnée du compte-rendu trimestriel tel que défini à l'article 2.1.3 du CCTP.

Seront joints à la facture les justificatifs de toutes les interventions réalisées durant le mois relatif à la facturation.

### **Article 7.5 – Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL suivant <https://chorus-pro.grouv.fr> aux fins de soit :

- Déposer ses factures sur le portail,
- Saisir directement ses factures.

### **Modalités de paiement direct en cas de groupement et/ou sous-traitance**

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'ouvrage ou à la personne désignée par elle dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage ou à la personne désignée par elle dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant. Le délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

Si la société qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

## **ARTICLE 7.6 – INTERETS MORATOIRES**

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions du décret n°57-818 du 22 juillet 1957 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les stipulations du CCAG-FCS sont seules applicables.

## **ARTICLE 8 – BONS DE COMMANDE**

Sans objet.

## **ARTICLE 9 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – ASSURANCE**

### **9.1 – RETENUE DE GARANTIE**

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie.

## **9.2 - AVANCE**

Il est octroyé au titulaire une avance est de 5% qui sera versée au titulaire, sauf refus de sa part à l'acte d'engagement, dans les conditions définies ci-dessous.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché avec la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande.

### 9.2.1 – Garantie financière de l'avance

La délivrance de l'avance **est conditionnée à la production d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance conformément à l'article 6 du décret n°57-818 du 22 juillet 1957.**

### 9.2.2 – Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont soit effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire, soit répartis sur chacun des membres du groupement, sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par l'ensemble des cotraitants.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis aux mêmes obligations que le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de marché, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.



### 9.2.3 – Modalités de règlement et de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du montant total du marché ou de la tranche affermie (si marché à tranche), ou de la phase affermie (marché à phases).

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acompte, de règlement partiel ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché.

### **9.3 – ASSURANCE**

Tout titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cependant, le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les Iles de Wallis et de Futuna, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous moyens (preuve de banque...), sa solvabilité en cas de sinistre.

## **ARTICLE 10 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION**

### **10.1 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché), être livrées aux points de livraison indiqués dans le présent marché, le cas échéant, sur le bon de commande.

Conformément au CCAG-FCS, le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au déchargement du matériel au lieu de livraison.

### **10.2 – VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES**

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater si elles répondent aux conditions du marché.

Le pouvoir adjudicateur effectue ces vérifications simples au moment de la livraison du matériel et/ou des matériaux.

L'acheteur prononce l'admission des prestations sous réserve des vices cachés si elles répondent aux stipulations du marché. Elle prendra effet à la date notification au titulaire de la décision d'admission dans un délai de 15 jours à compter de la date de la livraison.

En cas de non-conformité à l'issue des opérations de vérifications quantitatives, l'acheteur pourra décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure,

dans un délai prescrit de reprendre l'excédent fourni et/ou de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

En cas de non-conformité à l'issue des opérations de vérifications qualitatives, l'acheteur prendra une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 11 – MODALITES DE MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC EN COURS D'EXECUTION**

Le marché public peut faire l'objet d'un avenant pour :

- Augmentation du prix du marché ;
- Suggestions techniques imprévues ;
- Circonstances imprévues ;
- Prestations complémentaires ou similaires ;
- Augmentation de la durée du marché.

Les parties pourront conclure librement un avenant qui pourra ainsi porter sur tous leurs engagements : prestations à exécuter, calendrier d'exécution ou règlement financier du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

### **11.1 – PRESTATIONS SIMILAIRES**

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires.

## **ARTICLE 12 – PÉNALITÉS**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à des pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, la liste des pénalités de retard applicables sont calculées et présentée dans les tableaux ci-après.

Il y a trois niveaux de criticité pour les pannes intervenant sur le réseau, elles se décomposent comme suit :

- **Problème critique :** problème matériel et/ou logiciel concernant l'ensemble ou une partie des équipements du réseau affectant leurs fonctions principales entraînant une dégradation totale ou partielle (>50%) du service rendu aux clients.

- **Problème majeur :** problème matériel et/ou logiciel concernant l'ensemble ou une partie des équipements du réseau dégradant partiellement les fonctions principales entraînant une dégradation partielle (<50%) du service rendu aux clients.

- **Problème mineur :** problème matériel et/ou logiciel concernant l'ensemble ou une partie des équipements du réseau n'affectant pas les fonctions principales.

Pour chaque niveau de criticité, il est imposé un délai de résolution des pannes, ces délais sont ouverts aux variantes. En fonction du type de matériel, les délais de maintenance pourront être différents (à préciser dans le cadre des variantes).

- **Problème critique :**

TEMPS DE RETABLISSEMENT POUR PROBLEMES LIES AU LOGICIEL	MONTANT DES PÉNALITÉS
> 7 jours	25% du coût de la maintenance mensuelle

TEMPS DE RETABLISSEMENT POUR PROBLEMES LIES AU MATERIEL	MONTANT DES PÉNALITÉS
> 7 Jours	25% du coût de la maintenance mensuelle

- **Problème Majeur :**

TEMPS DE RETABLISSEMENT POUR PROBLEMES LIES AU LOGICIEL	MONTANT DES PÉNALITÉS
> 35 jours	25% du coût de la maintenance mensuelle

TEMPS DE RETABLISSEMENT POUR PROBLEMES LIES AU MATERIEL	MONTANT DES PÉNALITÉS
> 35 jours	25% du coût de la maintenance mensuelle

- **Problème Mineur :**

TEMPS DE RETABLISSEMENT POUR PROBLEMES LIES AU LOGICIEL	MONTANT DES PÉNALITÉS
> 85 jours	25% du coût de la maintenance mensuelle

TEMPS DE RETABLISSEMENT POUR PROBLEMES LIES AU MATERIEL	MONTANT DES PÉNALITÉS
> 85 jours	25% du coût de la maintenance mensuelle

Afin de tenir les délais des SLA, le lot de maintenance du Service des postes et télécommunications, pourra servir de « stock tampon », pour permettre une résolution des pannes dans les délais, avant l'arrivée de nouveaux matériels de remplacement.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard pour la transmission des bilans et comptes-rendus trimestriels, sont calculées de la façon suivante :

Les pénalités ci-après seront appliquées **sur simple constatation et déduites sur les factures mensuelles**. Il n'y aura pas de mise en demeure ou de courrier envoyé pour rappeler l'infraction.

Objet	Méthode de calcul	Montant (CFP)
<b>30 premiers jours calendaires de retard dans la transmission du rapport</b>	Par jour calendaire de retard de J+1 à J+15	6.000
	Par jour calendaire de retard à partir	10.000

<b>trimestriel</b>	de J+16	
<b>Du 31<sup>ème</sup> au 60<sup>ème</sup> jour calendaire de retard dans la transmission du rapport trimestriel</b>	Par jour calendaire de retard, dès le 1 <sup>er</sup> jour	4.000
	Forfait en plus de la pénalité par jour calendaire de retard, pour la période allant du 31 <sup>ème</sup> jour au 60 <sup>ème</sup> jour.	250.000
<b>A partir du 60<sup>ème</sup> jour calendaire de retard dans la transmission du rapport trimestriel</b>	Par jour calendaire de retard, dès le 1 <sup>er</sup> jour	4.000
	Forfait en plus de la pénalité par jour calendaire, pour la période commençant à partir du 60 <sup>ème</sup> jour.	400.000

**Toutes les pénalités mentionnées dans le tableau ci-dessus sont cumulables entre elles.**

Par dérogation à l'article 14.1.1, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS :

- les pénalités de retard sont dues dès le 1<sup>er</sup> euro ou CFP, quel que soit leur montant,
- les pénalités de retard ne sont pas limitées à 10%,
- les pénalités sont cumulables entre elles,
- il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard,
- les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple constat de l'Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna.

## **ARTICLE 13 – NANTISSEMENT ET CESSIION**

En vue de l'application de la procédure de nantissement ou de cession sont désignés :

- Comptable public chargé du paiement : Monsieur le Directeur des finances publiques de Wallis et Futuna
- Personne habilitée à fournir les renseignements : Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur des Îles Wallis et Futuna

## **ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le titulaire pourra céder une partie de son marché à un sous-traitant, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros TTC ou 71.599 CFP.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Dans tous les cas, le titulaire reste personnellement responsable et garant de la bonne exécution des prestations, tant envers la personne publique contractante qu'envers les ouvriers et les tiers.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Si l'entrepreneur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant :
  - son chiffre d'affaires global et son chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
  - ses moyens en personnel ;
  - ses moyens matériels (équipement technique, moyens informatiques et méthodologiques, dont le sous-traitant dispose pour la réalisation de prestations de même nature) ;
  - ses principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature des opérations, montants, part réellement exécutée par l'entreprise concernée, dates de réalisation des opérations et pouvoirs adjudicateurs), et/ou qualifications professionnelles
  - Le relevé d'identité bancaire (RIB) du sous-traitant à payer directement,
  - Une attestation de régularité fiscale de -3 mois,
  - Une attestation de régularité sociale de -3 mois,
  - Un extrait de K-BIS ou équivalent de -3 mois,
  - Une attestation du Tribunal disposant que l'entreprise n'est ni en faillite, ni en liquidation judiciaire.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, la durée de la sous-traitance, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une délégation de paiement.

En référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire transmet à l'acheteur un document déclaratif indiquant :

- o Les dates de notification de chacun de ses actes de sous-traitance (formulaire DC4) signés par l'acheteur depuis le début du marché
- o Les dates de début et de fin de chaque prestation sous-traitée
- o La nature et le montant des prestations sous-traitées
- o Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du siège social du sous-traitant.

Le document demandé devra être transmis à l'acheteur dans un délai de 15 jours suivants sa demande.

En cas de retard dans la communication du document synthétique déclaratif exigé ci-dessus, ou de communication incomplète de celui-ci, il est appliqué une pénalité égale à **15 000 XPF** par jour de retard pour la communication complète du document

## **ARTICLE 16 – RÉSILIATION**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché public. Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial du marché, diminué du montant non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Les clauses du CCAG-FCS s'appliquent.

## **ARTICLE 17 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTÉ »**

Les informations recueillies dans le cadre de la réponse à la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à sélectionner l'(les) entreprise(s) mieux-disante(s), conserver les preuves de cette sélection et assurer la bonne exécution du contrat.

Les destinataires de ces données sont notamment les services administratifs communautaires, le cas échéant les services préfectoraux et la trésorerie en charge des paiements relatifs au contrat.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les entreprises disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. Elles peuvent dans ce cas accéder aux informations les concernant en s'adressant à la Cellule Marchés publics de l'Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna.

## **ARTICLE 18 – TRIBUNAL COMPÉTENT**

Tout litige, ou contestation, lors du déroulement du marché, sera tranché par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tel. 00 687 25 06 30 - Courriel : [greffe.ta-noumea@juradm.fr](mailto:greffe.ta-noumea@juradm.fr)

## **ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AU CCAG**

CCAP	CCAG	Libellé
2	4.1	Pièces contractuelles
12	14.1	Pénalités

Signature de l'entreprise